

29 Mars 2008 : Vérités historiques et révisionnisme politique. Les nationalistes trahis par leurs héritiers.

Françoise Raison Jourde dit du soulèvement de 1947 qu'il est méconnu du fait de l'autocensure difficile à percevoir que ce sont imposé les élites politiques malgaches.

Soixante (60) ans après, ce constat est toujours d'actualité, et malheureusement s'y est greffé une campagne de désinformation et de révisionnisme entretenue par ceux qui se sont réapproprié les valeurs historiques et politiques de ces événements dans leur quête de pouvoir et de domination.

Un proverbe africain dit également que : « *Tant que les lions n'auront pas leur propre historien, les histoires de chasse tourneront toujours à la gloire des chasseurs* ». C'est pourquoi, en mémoire des nationalistes malgaches morts pour la quête d'indépendance, ainsi que de toutes les victimes des multiples répressions coloniales, nous souhaitons leur rendre leur dignité et rétablir quelques vérités trop longtemps enfuies ou dénaturées au fil des années, dans le dessein de servir les intérêts politiques mais également ethniques des uns et des autres.

Pour rappel, le 29 mars est un jour férié à Madagascar, il commémore la mort de près de 90.000 citoyens malgaches, victimes de la répression engagée par l'État colonial français en réponse à l'insurrection populaire visant à acquérir l'indépendance.

Un bref récit des événements.

Dans la nuit du 29 mars 1947, l'ordre d'attaquer toutes les positions de l'État colonial fut lancé par un certain nombre de « sociétés secrètes », dont la majorité était basée dans les forêts de la côte orientale de Madagascar.

À l'origine de cette action, on trouve par exemple le « *Panama* » (Patriotes Nationalistes Malgaches) ou le « *Jiny* » (oiseau de couleur rouge qui vole de vallée en vallée) dirigé par feu, **Monja Jaona**. Quelques centaines d'hommes simplement armés de « sagaies » et de « coupe-coupe », protégés par des talismans et des potions magiques concoctés par les sorciers attaquèrent les petites villes côtières et les plantations tenues par les colons. Ils s'en prirent aux Européens mais aussi aux Malgaches qui vivaient et travaillaient avec eux. Pris au dépourvu, les colons n'ont pas pu réagir, faute de disposer sur le moment de moyens militaires conséquents.

Le fait d'arme le plus marquant fut l'attaque la même nuit, du samedi au dimanche, du camp de gendarmerie « *Tristani* » situé à Moramanga (point stratégique, puisqu'il se trouve sur la voie de chemin de fer reliant Antananarivo et Toamasina).

Cependant et malgré l'effet de surprise, le soulèvement généralisé échoua.

Les raisons de l'échec de l'entreprise des nationalistes.

Les explications relatives à l'échec de l'entreprise des nationalistes Malgaches sont cruciales à plus d'un titre.

D'abord, on a avancé que l'administration coloniale était au fait du projet de soulèvement, mais qu'elle aurait décidé de ne pas réagir afin de faire porter au parti politique MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) l'entière responsabilité de l'insurrection, en s'en

servant ensuite comme prétexte pour en venir à bout de cette organisation par l'entremise d'une répression destructive et totale.

Si la thèse du complot fomenté par le MDRM a été retenue par l'État colonial, thèse servant de prétexte à la politique de répression sanglante qui s'en suivit, celle-ci est cependant fortement mise en doute par les historiens les plus sérieux et ce pour plusieurs raisons. Nous pouvons en citer deux :

Premièrement, les instances dirigeantes du MDRM se sont aussitôt et publiquement désolidarisées des « nationalistes » aussi désignés par le terme d'« insurgés » dès l'annonce des attaques révélées. Non content de se désolidariser d'eux, ils les ont également traités de « criminels », « auteurs » d'actes qualifiés de « crimes barbares ». D'autres sources affirment même que le MDRM a publié un télégramme le 27 mars 1947 dans le dessein de prévenir toute révolte contre les colons.

Deuxièmement, le MDRM avait clairement choisi de ne pas prendre la voie de l'affrontement frontal contre l'occupant. Comptant sur le poids politique de ses trois députés, *Raseta*, *Ravoahangy* et *Rabemanjara*, il opta plutôt pour une solution purement politique pour mener le pays vers la voie de l'indépendance à travers la réalisation d'un concept assez flou qui se résume par *la création d'un État libre, ayant son propre gouvernement, son Parlement, son armée, ses finances, tout cela au sein de l'Union Française.*

On peut toutefois noter qu'une aile plus radicale issue du MDRM et dirigée clandestinement par le docteur *Raseta* préconisait une voie plus dure, n'excluant pas des moyens belliqueux pour venir à bout de la colonisation. *Raseta* déclarait d'ailleurs à cet effet : « *L'indépendance ne s'acquiert pas par la supplication. Il faut la ravir !* ».

Toujours est-il que le MDRM, toute tendance confondue, n'a jamais officiellement et publiquement soutenu l'insurrection.

Reprenant tous ces faits historiques, **Françoise Raison Jourde** finit par conclure que : « *Ce serait un mythe que de croire un parti aussi ramifié soit-il, capable de déclencher une révolte à la taille de Madagascar. On en vient plutôt au constat qu'administration et partis, surtout le MDRM, furent pris au dépourvu par la désorganisation du pays profond, et par les agissements non contrôlables de la base.* »

Ces différents faits expliquent également l'échec de l'insurrection et cela pour des raisons le plus souvent internes aux différentes organisations et que l'on peut expliciter par la déconnexion entre l'idéologie qui animait les dirigeants, et la base qui avait une autre perception de la situation, par le fait qu'elle subissait de plein fouet les aléas de la colonisation, notamment les abus et les humiliations quotidiennes de l'occupant.

L'italienne **Liliana Mosca**, dans son œuvre, fournit également d'autres pistes de réflexion sur les raisons de l'échec de l'insurrection. Son analyse s'appuie sur le contexte international de l'époque et de la logique qui s'imposait alors aux puissances colonisatrices.

En effet, en 1947, le Monde était au sortir de la deuxième guerre mondiale, période trouble au cours de laquelle deux blocs s'opposent pour la domination de la planète. D'un côté le bloc Communiste et de l'autre l'Alliance de l'Atlantique Nord. Symbole tragique de cet affrontement par zone d'influence, l'Indochine. En prenant cet exemple connu, Liliana Mosca explique que la France se trouva devant le fait accompli... et ne voulant pas revivre la même expérience, le gouvernement de Paris prit toutes les dispositions nécessaires pour que Madagascar ne connaisse pas le même sort. Il fallait donc empêcher, coûte que coûte, que Madagascar ne se

transforma en « Indochine bis » et partant d'empêcher le MDRM de choisir la dangereuse voie empruntée par le Vietminh.

Conscient du danger d'une réaction en chaîne difficilement contrôlable, la France reçut le soutien de toutes les puissances occidentales de l'époque. Les arguments ne manquèrent d'ailleurs pas, car l'aide possible que le communisme pouvait offrir aux nationalistes nés à l'intérieur de l'empire colonial français fut un sujet de préoccupation pour Washington. Le « Manchester Guardian » quotidien britannique de l'époque publia d'ailleurs un avertissement en ces termes : « La politique des communistes (*qui consiste à mobiliser et à encourager le mécontentement dans l'Empire quel que soit le lieu où il se manifeste et sous n'importe quelle forme*), politique du communisme mondial appliquée à l'Empire français par des Français, doit inévitablement engendrer inquiétude et hostilité ».

Tout aussi inquiétant pour l'avenir immédiat des nationalistes Malgaches, la défection du parti communiste français qui n'apporta qu'un soutien infime au MDRM (qui pour rappel est une formation politique issue du Parti Communiste Malgache). Liliana Mosca précise que même si le parti communiste français protesta contre la dissolution du MDRM, l'arrestation des élus et les condamnations à mort, il privilégia au final l'intérêt national et restera un parti de gouvernement au lendemain de la rupture de la coalition gouvernementale qui dirigeait la France de l'époque. Tout cela au détriment de la liberté réclamée par Madagascar. Le PCF allant même jusqu'à subodorer que le mouvement de libération malgache n'était pas le fruit d'un patriotisme spontané, mais le résultat d'une idéologie véhiculée dans l'île avec la conséquence que la révolution était due à un complot ourdi par des puissances étrangères.

Face à autant de frein, le projet des nationalistes malgaches ne pouvait qu'échouer. Dans le même temps, l'État colonial français disposait de suffisamment de prétexte pour mener la plus terrible des exactions contre ceux qui avaient osé défier son pouvoir.

C'est ainsi que les membres, les sympathisants et apparentés du MDRM furent méthodiquement supprimés par l'occupant. Les faits les plus marquants furent les massacres de villageois dans la localité de Moramanga. Chargés des sales besognes, les tirailleurs sénégalais échaudés par l'exécution de leur marabout et de leurs frères d'arme, s'en prirent sauvagement à la population. Des centaines de cadavres jonchent les rues et les champs environnants. Toutes les maisons sont incendiées. À l'arrivée du Haut Commissaire sur les lieux le 30 mars 1947, il constata qu'aucun autochtone n'avait survécu. En trois jours, des milliers de Malgaches furent tués.

Les représailles sont effrayantes. Des prisonniers malgaches sont chargés en avion et lâchés vivants au-dessus des villages dissidents comme « bombes démonstratives ». À d'autres endroits, les « rebelles » sont enfermés dans des cases et sont brûlés vifs. À la gare de Moramanga, par crainte d'une nouvelle attaque menée par les insurgés, le capitaine du camp de la gendarmerie, entasse des centaines d'hommes (cadres du MDRM) dans des wagons à bestiaux et les exécute à la mitrailleuse.

À Fianarantsoa, à Mananjary, à Sambava, à Antalaha, à Vohipeno, à Antananarivo etc., les exécutions sommaires, les emprisonnements de masse et la tuerie continuent. Surtout qu'entre temps, la France a fait parvenir à Madagascar des renforts composés d'au moins 30.000 soldats, essentiellement composés de tirailleurs sénégalais.

Malgré tout, les attaques perpétrées par les insurgés continuent de plus bel et s'intensifient un peu partout dans l'île. Les arrestations des membres du MDRM et d'autres nationalistes se multiplient dans toute l'île. Les immunités parlementaires des trois députés ont été levées, pour motif de « flagrant délit continu » et ils furent emprisonnés et deux d'entre eux furent condamnés

à mort le 03 octobre 1948 avant que leur peine ne soit commuée en condamnation à la perpétuité en juillet 1949.

L'insurrection lancée le 29 mars 1947 par les nationalistes malgaches pour la libération nationale finie par prendre fin en décembre 1948 dans un constat d'échec. Faisant au moins 90.000 morts côté malgache, et 1.900 dans les rangs des forces coloniales (essentiellement des supplétifs malgaches), mais également 550 civils et 350 militaires Européens.

L'après 29 mars 1947 : Les conflits politiques internes.

Pour venir à bout des nationalistes, les Français disposèrent non seulement des forces militaires venues en renfort, mais profitèrent également, de façon habile, des divisions internes des forces politiques existantes à l'époque à Madagascar.

Ils se servirent notamment des divergences entre le MDRM et l'autre organisation qu'est le PADESM (Parti des Dëshérités Malgaches). Si ces deux organisations n'apportèrent pas leur soutien officiel à l'insurrection du 29 mars 1947, le PADESM avait la préférence tout à fait relative de l'administration coloniale, qui l'utilisa dans le dessein de contrer l'hégémonie toujours plus grandissante du MDRM. Cette préférence fut relative du fait que l'administration coloniale fini par abandonner le PADESM à son sort une fois ses desseins réalisés.

Selon l'historienne **Françoise Raison Jourde**, l'administration coloniale s'appuya alternativement et même parallèlement sur les deux formations pour garder le contact avec la population : « Elle (l'administration coloniale) apparaît très ambiguë dans ses comportements ; elle recourt au MDRM pour rétablir le lien avec les administrés, prêtant véhicule et même aéronef aux députés (avant qu'elle ne les emprisonne), encourageant ainsi à croire à la passation rapide des pouvoirs. Dans le même temps, elle soutient le PADESM pour contrecarrer l'hégémonie du MDRM et puis l'abandonne ».

Profitant de ce comportement particulier et calculé de l'administration coloniale vis-à-vis du MDRM et du PADESM et de sa retranscription et de sa compréhension dans l'histoire coloniale de Madagascar, quelques élites Malgaches malintentionnées se sont ensuite mis en quête de réviser les faits pour s'approprier toute la gloire des luttes de libération et partant, de s'adjuger l'exclusivité du patriotisme et à moindre mesure du nationalisme.

Il est un fait que le MDRM fut complètement anéanti à partir de 1948. Il s'agit évidemment de l'anéantissement de ses structures, de son organisation et de plusieurs de ses élites, mais les valeurs et l'idéologie ne pouvaient pas être détruites par les armes. Cependant, le mythe prit racine qu'à partir de ce moment, le PADESM plus ou moins épargné puisque soutenu un temps par l'administration coloniale survécu et devint le chantre des élites politiques ayant gouverné Madagascar jusqu'à l'année 2001. Jean Pierre Debourdeau soutient cette idée en affirmant : « Les héritiers du PADESM seront au pouvoir jusqu'en 2001 ». Mythe repris et monté en épingle par ceux qui se réclament des héritiers du MDRM et parallèlement partisans les plus zélés de Marc Ravalomanana, élu dans des conditions rocambolesques aux élections présidentielles de 2001-2002. Il s'agit évidemment d'une manipulation grotesque de l'histoire, d'un révisionnisme patent concocté dans le but de réveiller les démons enfouis des divisions idéologiques et pour les plus extrémistes des divisions ethniques, pour assouvir une soif inextinguible de pouvoir, de revanche et de domination.

Les fausses idées reçues.

Généralement, la propagande propagée par les extrémistes, dit du MDRM que c'était une organisation politique composée exclusivement de personnes issues de l'ethnie Merina (géographiquement, les Merina occupent les Hauts plateaux situés au centre de Madagascar), de type asiatique mais également négroïde, ils ont une longue histoire monarchique avec différentes tentatives d'unifier l'île.

Quant au PADESM, il est catalogué comme l'organisation issue de la bourgeoisie côtière. Le terme « côtier » désigne généralement toutes les ethnies hors Merina. De type africain, mais également indo arabe, ils se distinguent des Merina par la richesse de leur différence culturelle du fait qu'ils sont éparpillés dans toutes les régions de l'île. À la différence des Merina, ils ne forment pas une entité unique ni unifiée puisque chaque ethnie possède ses particularités propres.

Politiquement et historiquement, on dit du PADESM qu'il fut soutenu par l'administration coloniale, car les côtiers dont il est majoritairement composé, étaient sous la menace des partisans du MDRM, de leur idéologie et de leur projet de domination remontant à l'époque des premières tentatives d'unification des rois et reines Merina. Gallieni contribua, par sa théorie des races, à amplifier cette distinction en affirmant que les Merina sont d'une race supérieure et que leur objectif était de dominer la race inférieure dont était issu les côtiers. Conscient des projets Merina, l'administration coloniale voulut rétablir l'équilibre en fournissant leur soutien aux membres du PADESM.

Il faut cependant nuancer ses affirmations, car aucune de ces deux organisations ne peut se prévaloir de l'exclusivité des actes héroïques durant la lutte d'indépendance.

Pareillement, on ne peut pas dire du MDRM qu'il était exclusivement composé de membres issus de l'ethnie Merina. **Joseph Raseta**, député et membre du MDRM, affirme d'ailleurs dans une interview donnée au journal « Le Franc-tireur » que : « L'existence d'un complot ourdi par les Hova (caste Merina) pour faire condamner les côtiers lors de l'insurrection de mars 1947 était ridicule, puisque beaucoup de côtiers ont spontanément participé à la révolte ».

Par ailleurs, le MDRM était un parti de masse, donc englobant toutes les couches sociales et ethniques du pays, seule condition possible pour expliquer sa présence dans tous les recoins de l'île. Il accueille en son sein tous ceux qui souffrent de l'oppression coloniale avec pour résultat un large panel d'adhérents et de partisans. On y trouve des Merina, des Betsimisaraka, des Sakalava, des Betsileo, des Bara et des Antandroy. Toutes les ethnies y ont leurs entrées et s'y entendent relativement bien. Il n'est également fait aucune différence de religion, de croyance ou non en Dieu. Le fait que Rabemanajara, Betsimisaraka de par sa mère, « véritable fondateur et idéologue du parti », ait été élu député et membre du trio emblématique du MDRM, prouve également que l'influence de ce parti dépasse largement le seul territoire d'Antananarivo. De même pour les cas de l'avocat Rabialahy ou encore du médecin Rahevivo qui n'étaient pas Merina mais Betsileo.

Esoavelomandroso dans son livre « La région de Port Bergé, dans les années trente, un foyer d'opposition à la colonisation » laisse supposer que « la résistance à la colonisation n'a pas été seulement le fait des populations de l'Imerina ». Mieux, **Guerain du Marteray** dans « Une colonie pendant la guerre ou les origines d'une révolte. Madagascar : 1939-1947 » affirme dans sa thèse que : « **Sur les 12.000 malgaches ayant collaboré avec l'administration coloniale, 90 % étaient Merina** », ce qui atteste donc que le « nationalisme » n'est pas le fait exclusif des Merina puisque la majorité de ceux que l'on qualifie aujourd'hui de « collabos », de traître à la Nation, était des Merina et non des côtiers.

Pareillement, **Jacques Tronchon** dans « L'insurrection malgache de 1947, essai d'interprétation historique » avance que « **l'équation Hova égale MDRM n'est pas exacte. Si les malgaches**

originaires de l'Imerina se trouvent être les plus nombreux au sein de ce parti, que dire du **MSM** et du **PDM**, partis essentiellement merina par leur recrutement, et qui pourtant ne furent pas impliqués dans l'accusation du complot de 1947 (l'arrestation des leaders de PDM en juillet 1948 se fit sur l'accusation d'une connivence tardive avec l'insurrection) ».

Le décompte et la répartition géographique des victimes des répressions après l'insurrection de mars 1947 prouvent également que le MDRM n'a pas l'exclusivité des Merina, puisque **c'est dans les côtes que l'on dénombre le plus de victimes**. L'historien **Eve Prosper** relate dans son livre (*Itinéraire d'une Tamponnaise, née en 1914 : sœur Marie François d'Assise, Fille de Marie*) les centaines de morts transportés dans les chariots dans la région d'Antalaha. La répression ne s'est donc pas arrêtée à Moramanga comme colporté par certains révisionnistes patentés, mais a eu lieu dans toutes les régions de l'île sans distinction de race ni d'ethnie.

Le PADESM est quant à lui un parti de notables qui n'a aucune emprise avec la base. Son sigle signifie : « Union des côtiers et des Mainti-enindreny et assimilés de Madagascar ». A priori, il exclut donc les Merina qui pour la circonstance et selon l'idéologie du PADESM, se divise en deux groupes distincts : Les HOVA fotsy (Hova blancs) et les autres. Cette particularité est d'ailleurs inscrite dans l'article 7 du statut de l'organisation.

Le PADESM ne rejette donc pas les Merina en bloc, mais n'autorise pas l'adhésion d'une partie d'entre eux qu'il qualifie de « Merina blanc ». Il ne s'agit plus ici d'ethnie mais plutôt la qualification d'une classe sociale bien précise qui existe et agit au sein du groupe ethnique Merina. **Pour preuve de l'acceptation des Merina, le secrétaire général du PADESM n'était autre que Ramambason**, cadre du parti originaire d'Antananarivo. L'historien J.R Randriamaro rapporte également l'implantation du PADESM en Imerina (région des Hauts Plateaux dont est originaire l'ethnie Merina), dans le Nord et le Nord-Ouest. Ce qui évidemment n'aurait pas été possible si le PADESM avait été réellement ce qu'on dit de lui, un parti constitué par les côtiers et agissant exclusivement pour les intérêts de ceux-ci.

Par ailleurs, ceux qui aujourd'hui se targuent d'être de vrais nationalistes, amoureux de leur pays, Malgaches authentiques et qui n'agissent que pour les intérêts de leur pays et qui se réclament d'être les héritiers du MDRM, omettent bien souvent de relater que le PADESM n'est pas la seule organisation à s'être opposé idéologiquement au MDRM.

Le PDM (Parti Démocratique Malgache - parti de la bourgeoisie intellectuelle et commerçante Merina) dirigé par **le pasteur Ravelojaona et par Razafintsalama Gabriel**, était, également, **l'adversaire du MDRM**, car s'il réclame « l'indépendance » de l'île, il la conditionne à la charte de San Francisco, c'est-à-dire progressivement et non pas avant que des progrès économiques et sociaux n'aient été réalisés par les Malgaches. Autrement dit, le parti ne rejette pas la « civilisation » française, donc la colonisation dite « positive », ni le renvoi des citoyens français. Cette organisation s'oppose également à toute l'idéologie communiste qui fonde le MDRM.

Réduire les rapports entre les différentes organisations politiques de Madagascar depuis la quête d'indépendance jusqu'à aujourd'hui au seul fait d'une « opposition ethnique » entre côtiers et Merina, c'est faire fi des richesses que profère la diversité. Richesse politique, idéologique et sociale. C'est également pratiquer un révisionnisme qui n'a rien à envier à celui de certains extrémistes connus, qui en Europe et ailleurs s'attirent régulièrement les foudres des défenseurs de la vérité.

On ne peut également dire du MDRM qu'il a fait son retour sur l'échiquier politique malgache avec l'arrivée de Marc Ravalomanana au pouvoir en 2002. Cette affirmation est absurde, connotée et clairement tendancieuse. Ceux qui le font n'ont d'autres objectifs que de jouer sur les

malentendus, les manipulations de l'histoire pour s'imposer comme des libérateurs d'une pseudo domination d'un groupe ethnique sur l'autre, en l'occurrence, des côtiers sur les Merina.

Car s'il fallait croire ces extrémistes, le PADESM qu'ils désignent invariablement comme l'organisation la plus hostile aux Merina, n'a cessé depuis l'obtention de l'indépendance de diriger Madagascar. Le MDRM ayant été décapité de ses cadres après les événements de mars 1947.

Cette affirmation est évidemment fautive, car les héritiers de ces deux formations politiques n'ont cessé de diriger le pays dans une collaboration quasi-parfaite. On peut même affirmer sans se tromper que les héritiers du MDRM ont toujours été les mieux placés, que ce soit sur le plan politique, économique ou social. Ils l'ont été à tous les échelons, que ce soit au poste de Premier ministre, de ministre et même celui de Chef d'Etat. Il en est de même dans le domaine économique, où ils détiennent les plus grandes parts.

Malgré tout, cela ne pas suffit à satisfaire l'appétit des révisionnistes et autres extrémistes, car ils ne semblent avoir trouvé le repos qu'à l'accession d'un Merina à la tête de l'État, en l'occurrence Marc Ravalomanana qu'ils considèrent comme l'incarnation de la revanche tant attendue depuis l'indépendance sur le PADESM.

Ils ne doivent cependant pas oublier que sans les voix des masses côtières, Marc Ravalomanana n'aurait jamais pu se targuer de l'emporter sur Didier Ratsiraka. Inversement, Marc Ravalomanana n'aurait pas pu être réélu en 2006 avec les seuls suffrages de l'Imerina. Cela n'a pu se faire qu'en manipulant les résultats du scrutin dans les provinces, méthodes bien connues et maintes fois usitées du fait de l'éloignement et du manque de contrôle dans les zones reculées du pays.

Colonisation d'hier et colonisation d'aujourd'hui : La méthode Ravalomanana.

Le fanatisme aveugle a mené le pays dans une situation qui n'a rien à envier à celle de l'époque des colons.

En effet, les soi disants héritiers du MDRM et partisans fanatisés de Marc Ravalomanana n'agissent finalement pas autrement que ceux qu'ils dénoncent à longueur de journée dans les médias, les forums de discussion et tous les autres supports de communication disponibles. Par certains de leur prise de position, ils en viennent même à insulter la mémoire de leurs modèles.

Le régime insulte le MDRM et les nationalistes malgaches.

À son époque, le MDRM s'était donné pour objectif de libérer Madagascar du joug de l'opresseur, incarné par la France et son État colonial. Paradoxalement, le régime actuel agit de façon diamétralement opposée en réinstituant une forme de colonisation tout aussi destructrice que la précédente.

Les gesticulations autour d'un combat contre les vestiges de la France coloniale qui continuerait d'imposer sa loi à Madagascar par la suppression des symboles (statue, objet commémoratif etc.), l'anglicisation du vocabulaire, la classification des langues officielles dans la Constitution n'ont pour objet que de faire oublier la forme la plus connue de la colonisation. En arrière plan se dessine en parallèle un autre modèle que l'on peut qualifier de colonisation intérieure.

Qu'est ce que la colonisation ?

La « colonisation » est un processus d'expansion et de domination politique, culturelle et économique. Elle peut avoir pour but l'exploitation d'avantages réelles ou supposées, d'un

territoire au profit d'une métropole et peut avoir pour but annoncé le développement et la civilisation.

Coloniser c'est se mettre en rapport avec des pays neufs, pour profiter des ressources de toute nature de ces pays, les mettre en valeur dans l'intérêt de la colonie, et en même temps apporter aux peuplades primitives qui en sont privés les avantages de la culture intellectuelle, sociale, scientifique, morale, artistique, littéraire, commerciale et industrielle, apanage des races supérieures.

C'est cette « forme » de gouvernance que l'État français colonial a mis en œuvre à Madagascar pour le spolier. Et c'est encore elle qui a poussé la population malgache à se soulever ce jour de 29 mars 1947 pour y mettre fin afin d'obtenir la libération nationale.

Selon l'idéologie de Jules Ferry, la colonisation a une double justification, d'abord économique : Il s'agit de trouver des débouchés pour les produits français dont la quantité augmente à mesure des hausses de productivité. Ensuite, idéologique : La mission de la France est aussi de civiliser les pays colonisés, c'est-à-dire de les évangéliser, de les éduquer, de leur apporter la science, la médecine...

La colonisation a ses propres spécificités dont les principales sont :

1- La Spoliation de la richesse des colonisés notamment à travers l'exportation des biens vers la métropole : Les colonies sont pour les pays riches un placement de capitaux des plus avantageux. Mais il y a un autre côté plus important, c'est pour les pays voués par la nature même de leur industrie à une grande exportation, la question même de débouchés.

2- La reconnaissance de l'existence d'une théorie des races : C'est-à-dire qu'il existe des races supérieures qui doivent exploiter les races inférieures en la civilisant. Ce que Jules Ferry résumait en ceci : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le droit de civiliser les races inférieures ».

3- La perception par le colon d'un état d'oisiveté chez la population indigène, et que la race supérieure se doit de bouleverser en l'obligeant à travailler plus, quitte à imposer les travaux forcés. Un chef de province de Madagascar disait : « Si l'administration supérieure et les chefs de province et district n'avaient employé que la persuasion depuis 25ans à Madagascar, les routes d'intérêt général, les travaux importants comme les chemins de fer, n'auraient jamais pu être construits, les principales exploitations européennes n'auraient pu être créées. Il ne faut pas perdre de vue que l'indigène est un grand enfant en général, qu'il est paresseux, indolent... (D'après Histoire de la France coloniale – A. Colin).

4- La nécessité de justifier toutes les crimes au nom de la civilisation, c'est-à-dire l'intérêt vital des colonisés : Un pays comme la France, quand il pose le pied sur une terre étrangère et barbare, doit-il se proposer exclusivement pour but l'extension de son commerce et se contenter de ce mobile unique, l'appât du gain ? Cette nation généreuse dont l'opinion régit l'Europe civilisée et dont les idées ont conquis les mondes, a reçu de la Providence une plus haute mission, celle de l'émancipation, de l'appel à la lumière et à la liberté des races et des peuples encore esclaves de l'ignorance... (Francis Garnier, dans La Cochinchine Française en 1864).

La méthode de Ravalomanana.

Il est un fait indéniable que Marc Ravalomanana applique point par point l'idéologie du colonisateur. Cela se concrétise dans les termes utilisés, les méthodes appliquées et les objectifs à atteindre. Toutes ses décisions et ses actions rappellent point par point celles des colonisateurs.

1- La Spoliation de la richesse des colonisés notamment à travers l'exportation des biens vers la métropole, donc au profit de pays ou de multinationales tierces. Marc Ravalomanana fait de même en octroyant l'exploitation des richesses minières aux multinationales comme QMM/RIO TINTO, Madagascar Oil. Il spolie les paysans locaux en vendant leurs terres à des sociétés étrangères comme Varun, soit une surface de 165.000 ha pour la production de produits agricoles destinés à l'exportation etc.

2- La reconnaissance de l'existence d'une théorie des races: Le régime dirigé par Marc Ravalomanana a dès le départ instauré la « théorie de la compétence » en classifiant les élites Malgaches en partant des « compétents » aux « incompetents » pour ne pas dire « race », pour justifier l'élimination des élites côtières dans les instances dirigeantes.

3- La perception par le colon d'un état d'oisiveté chez la population indigène, et que la race supérieure se doit de bouleverser en l'obligeant à travailler plus, quitte à imposer les travaux forcés : Marc Ravalomanana ne se prive pas d'accuser le peuple malgache d'être oisif, et partant d'expliquer la pauvreté de la population par son manque de dynamisme. Un de ses slogans résume parfaitement son état d'esprit : « Miasa tsara, Miasa mafy ». Implicitement, il insinue que le peuple n'a jamais travaillé, et travaille mal, c'est pourquoi il patauge encore et toujours dans la misère et la pauvreté.

4- La nécessité de justifier tous les crimes au nom de la civilisation et du progrès, bref tout ce qui touche à l'intérêt vital des colonisés : C'est comme cela que Marc Ravalomanana justifie les violations des lois, la destruction de l'économie nationale, la vente de la patrie aux étrangers, au nom d'un prétendu « développement ». Au nom du MAP, tous les crimes sont permis.

Il est d'autres termes qui rappellent étrangement la sémantique guerrière des colonisateurs, il s'agit par exemple de celui utilisé lors des événements de 2002. Marc Ravalomanana décréta alors la « pacification » des provinces. L'État colonial français fit de même au lendemain du 29 mars 1947, en utilisant exactement le même terme.

De même lorsqu'il énumère avec des chiffres statistiques ses réalisations. Ces réalisations qui justifient ses crimes, sa brutalité, sa politique d'exclusion, son non-respect des droits de l'homme, de la Démocratie, des lois, de la Constitution, ses agressions répétées contre la population et ses élites.

Aimé Césaire donnait déjà une définition de cette manipulation de l'opinion, autrefois utilisée par l'État colonial et aujourd'hui repris par un Marc Ravalomanana tout puissant :

« Entre colonisateur et colonisé, il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation, la pression, la police, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décérébrées, des masses avilies. J'entends la tempête.

On me parle de progrès, de « réalisations », de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, des cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, des magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées.

On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemin de fer. Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés. Je parle de ceux qui à l'heure où j'écris, sont entrains de creuser à la main les ports. Je parle des millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui l'on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le « larbinisme ».

On m'en donne plein la vue de tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés. Moi, je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des colons, de rafles de matières premières... » - Dans discours sur le colonialisme – Aimé Césaire (1950).

Ces quelques extraits démontrent à quel point la ressemblance est frappante avec ce que vit actuellement Madagascar sous l'ère Ravalomanana.

Mais on n'aurait pas été suffisamment complet sans citer la diatribe de ceux qui incarnent le mieux l'extrémisme politique et ethnique dans ce pays et qui se réclament du MDRM. Il s'agit de l'un des chroniqueurs de l'ancien journal Feon'i Merina, également auteur du brulôt antifrçais et anti-côtiers, Valin-Kitsaka, qui publiait dans le n° 154 du 02 mai 1997 leur propre définition de la colonisation.

Fait du hasard ou preuve de l'absurdité de ces gens, ce qu'ils dénoncent se déroulent aujourd'hui sous leurs yeux et est le fait de leur champion :

Azo zaraina tahaka izao ny fivoaran'ny politikan'ny fanjanahantany : (On peut distinguer comme suit l'évolution de la politique de la colonisation)

- Ny endriny mivantana : Ny vazaha mihitsy no mitondra sy manapa-kevitra eo amin'ny tany iray (1895-1958) (sa forme directe : Ce sont les étrangers qui gouvernent le pays et décident de tout concernant le pays)
- Endriny ankolaka : Tera-tany nampitondraina ny tany sy ny fanjakana sy mampihatra ny politikany, saingy, ny fanapahana politika sy eo amin'ny toekarena dia mbola ny firenena mpanjanaka ihany no tompon'ny fanapahan-kevitra farany (1959-1972) (Sa forme indirecte : Les étrangers choisissent un natif du pays pour être le président du pays et qui appliquent leur politique, mais ce sont toujours les étrangers qui décident des politiques à suivre, notamment en matière économique et qu'ils demeurent les personnes qui ont le dernier mot sur tout).
- Endriny an-kolaka vaovao : vokatry ny zavatra iainany, dia maniry fiovam-pitondrana ny vahoaka iray manontolo. Soloina amin'ny alalan'ny « revolisiona » (fanonganam-panjakana na fifandaminana...) na amin'ny alalan'ny « demokrasia » (fifidianana « malalaka » sy ao anaty fahalalahan'ny famosahan-kevitra ireo/ilay mpitondra. Ny toekarena sy ny lalambola rehetra, dia mbola mitodika tanteraka any amin'ilay tany nanjanaka taloha, ary mbola io tany io koa no miantoka ilay zanataniny taloha eo amin'ny seha-bola iraisam-pirenena (Club de Paris...)) (Sa nouvelle forme indirecte : Conscient de la situation désastreuse dans laquelle elle vit, la population aspire à une nouvelle forme de gouvernance. On impose donc cette nouvelle gouvernance soit par la voie d'une révolution (coup d'État ou arrangement au sommet...) ou par la démocratie (Election « libre »). Par contre le domaine économique et financier dépend entièrement des pays étrangers et c'est encore ces pays étrangers qui défendent encore les intérêts financiers du pays au sein des instances internationales.)

- Mbola hivoatra hifanaraka amin'ny « mondialisation, globalisation, planétarisation de la communication... » io politikan'ny fanjanahantany. (La politique de la colonisation évolue suivant les contextes de la mondialisation et de la communication...).

Les propos des « autoproclamés héritiers du MDRM » ci-dessus, prouvent combien la gouvernance de Marc Ravalomanana est la pire de toutes les gouvernances que Madagascar ait connues. Car, si le journal Feon'i Merina s'est efforcé de présenter une « évolution » de la forme de la colonisation à Madagascar depuis 1895 jusque dans les années 90, force est pourtant de constater que, à lui seul, le régime actuellement aux commandes de Madagascar, incarne à tout seul TOUTES LES FORMES de la colonisation.

C'est pour cette raison que le pouvoir actuel peut-être qualifié d'insulte aux idéologies du MDRM. Pire, il légitime et justifie les craintes du PADESM, qui a toujours craint l'émergence hégémonique d'une minorité dont l'objectif principal est de soumettre la majorité de la population malgache à des méthodes monarchiques reprises de l'ancien temps.

L'arrivée de Marc Ravalomanana au pouvoir en 2002 ne signe donc ni la fin de la colonisation ni le début de l'émancipation du peuple malgache, malgré ce qu'en disent certains pseudos nationalistes. Au contraire, il s'agit d'une autre forme de colonisation, certes, plus subtile puisque dirigé par un autochtone, supporté par un groupe de fanatiques, racistes et xénophobes. Cette colonisation de l'intérieur est tout aussi destructive pour la société et pour l'économie.

Symbole le plus visible et le plus inquiétant de cette colonisation de l'intérieur : La vente des terres appartenant aux ancêtres et qui devraient être transmises aux générations futures, à des étrangers.

Ce seul fait oppose radicalement le régime actuel à la conception idéologique du MDRM qui, lui, véhiculera et adoptant comme siens, **la nécessité de l'unité des Malgaches** ou encore **le caractère sacré du Tanindrazana** (patrie) »

Et le sommet du mépris et de l'insulte est atteint lorsqu'en se voulant être « antifrançais », le régime de Ravalomanana réinstaura dans sa totalité, et pour ses intérêts personnels, les crimes de la colonisation contre la population malgache et Madagascar. Faisant de lui un régime « anti-malgache » de fait.

C'est pourquoi, de la même manière que Georges Clemenceau a répondu au colonialiste Jules Ferry, au sujet de la colonisation, nous pouvons paraphraser l'une des ses réponses les plus pertinentes, pour dénoncer la pratique inhumaine employée par le régime actuel pour asservir la population malgache : *« Regardez l'histoire de la conquête de ces peuples que vous dites barbares et vous verrez la violence, tous les crimes déchaînés, l'oppression, le sang coulant à flots, le faible opprimé, tyrannisé par le vainqueur ! Voilà l'histoire de votre civilisation ! Et c'est pareil système que vous essayez de justifier... N'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation. Ne parlons pas de ce droit, de devoir. La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires, pour s'appropriier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit, c'en est la négation. Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence, l'hypocrisie ».*

Il suffit de remplacer le terme « **civilisation** » par celui de « **développement** » pour comprendre et décoder l'idéologie qui anime Marc Ravalomanana et ses partisans les plus extrémistes.

La nécessité de mettre un terme à la gouvernance de Marc Ravalomanana apparaît dans toute son évidence. L'année 2008 et la commémoration de l'insurrection du 29 mars 1947 doivent donner le signal du changement, celui de la chute d'un régime malfaisant, celui de la libération du Peuple malgache du joug de l'opresseur aujourd'hui clairement identifié.

Sources : <http://www.madagasikara-soa.com>